

INFORMATION DU COMITÉ DE GROUPE ET SITUATION USINE

Pour rappel : un litige oppose EDF aux industriels producteurs d'électricité, comme le groupe Fibre Excellence. Le contexte économique mondial en 2025 est marqué par l'incertitude, avec notamment la guerre commerciale poursuivie par l'administration américaine. L'exercice 2025 est un exercice de nette dégradation pour le groupe.

Tensions sur l'approvisionnement en bois, prix de la pâte en chute libre, affaiblissement du Dollar face à l'Euro, qui devrait se poursuivre en 2026.

Il est urgent que la distorsion de marché sur l'électricité soit levée, d'autant que l'actionnaire ne financera pas les pertes opérationnelles du groupe en 2026.

Le groupe a demandé à l'État un report des crédits dans l'attente des négociations avec l'État.

Il faut une renégociation du CRE, en prenant le tarif de Gardanne en référence : 250€ le MWh, c'est vital. Sans retournement macro-économique en 2026, la situation financière du

groupe représente une menace pour la pérennité de l'exploitation.

Les discussions auprès de l'État ont commencé pour obtenir un prix d'achat d'électricité équivalent à Gardanne et pour trouver une solution sur l'approvisionnement bois. Seule notre performance industrielle nous permet de survivre.

Les élus de Tarascon et Saint-Gaudens vont prendre contact avec Bercy, le ministère du travail et la filière bois comme nous l'avons fait en 2020 pour expliquer notre situation et demander à l'État de nous racheter l'électricité au même prix que Gardanne pour sauver nos emplois.

La Filpac CGT est mobilisée et participe aux négociations sur la Chapelle Darblay qui a obtenu une aide de l'État à hauteur 50 M€. La Filpac CGT a demandé un rdv à Bercy ce matin.

C'est frustrant d'avoir une performance industrielle et de ne pas avoir notre avenir entre les mains. Nous l'avons signalé au comité de groupe et nous allons nous battre pour nos emplois.

Rejoignez la nouvelle équipe CGT, pour cela rapprochez-vous de vos élus.

NOS EMPLOIS !

Il est urgent que la distorsion de marché sur l'électricité soit levée, d'autant que l'actionnaire ne financera pas les pertes opérationnelles du groupe en 2026.